

Newsletter, 6-9 juillet 2015 Session plénière Strasbourg

Migrants, sécurité, Grèce: les députés vont débattre des conclusions du Conseil européen

Le Parlement va débattre des conclusions du Conseil européen des 25 et 26 juin sur l'immigration, la sécurité, le marché unique du numérique et la Grèce, avec le Président Donald Tusk mardi après-midi. Le Président de la Commission Jean-Claude Juncker devrait prendre part au débat.

6

Le Luxembourg succède à la Lettonie à la présidence de l'UE

Les députés débattent des priorités de la nouvelle présidence luxembourgeoise avec le Premier ministre du Luxembourg, Xavier Bettel, mercredi matin. La Chambre évaluera le travail de la présidence sortante avec la Première ministre lettonne, Laimdota Straujuma, et le Président de la Commission, Jean-Claude Juncker, mardi matin.

7

Négociations du TTIP: les députés présentent leurs recommandations

Les recommandations du Parlement à la Commission pour les négociations du TTIP avec les États-Unis seront à nouveau à l'ordre du jour en juillet, après le report du débat et du vote pendant la session de juin, afin de donner aux groupes politiques plus de temps pour atteindre un compromis sur une recommandation à propos du système de protection des investisseurs, qui sera discuté et voté en session plénière la semaine prochaine. Le vote est prévu mercredi.

8

Droit d'auteur: opinion des députés avant les propositions de réformes

Les idées pour réformer les dispositions sur le droit d'auteur à l'ère numérique et protéger la diversité culturelle de l'UE en assurant un meilleur accès des citoyens seront débattues et votées en plénière jeudi. Les questions en jeu incluent le droit de créer et publier des photos de bâtiments publics et la nécessité d'améliorer l'accès au contenu en ligne pour les citoyens au-delà des frontières, en promouvant la créativité et en garantissant une juste rémunération des auteurs et créateurs.

10

Économie circulaire: un "changement systémique" nécessaire pour s'attaquer à la rareté des ressources

Des objectifs contraignants de réduction des déchets, une législation révisée sur l'écoconception ainsi que des mesures pour briser le lien entre la croissance et l'utilisation de ressources naturelles figurent parmi les principales demandes d'une résolution qui sera votée ce mercredi. Le texte appelle également la Commission européenne à proposer une nouvelle législation d'ici fin 2015.

12

Le Parlement devrait approuver 69,6 millions d'euros supplémentaires pour faire face aux migrants

Trois organismes gérant les flux migratoires vers l'UE et divers fonds de l'UE portant sur des mesures de migration devraient obtenir une augmentation de budget de 69,6 millions d'euros pour cette année, si le Parlement soutient une proposition de la Commission européenne mardi. Le Parlement a appelé à des budgets plus importants à la suite des tragédies d'avril dernier qui ont coûté la vie à environ 1.200 migrants.

13

Les actionnaires auraient davantage leur mot à dire sur la rémunération des directeurs

Les actionnaires devraient pouvoir voter au moins tous les trois ans sur la rémunération des directeurs d'une entreprise cotée en bourse, selon un projet législatif débattu mardi et voté mercredi. La commission des affaires juridiques a aussi introduit l'obligation pour les grandes entreprises et les entités d'intérêt public - comme les entreprises cotées en bourse et les compagnies d'assurance - de publier, pays par pays, les données relatives à leurs profits, taxes et subventions reçues.

15

Le Parlement célèbre le 20e anniversaire du massacre de Srebrenica

Le Président Martin Schulz célébrera le 20e anniversaire du massacre de Srebrenica en rendant hommage aux victimes, au début de la session plénière. Plus de 8.000 Bosniaques ont été assassinés les 11 et 12 juillet 1995, lors de ce qui est décrit par l'ONU comme le pire crime commis sur le sol européen depuis la Seconde Guerre mondiale.

17

Projet de budget de l'UE pour 2016: le Parlement se prononce sur son mandat de négociation

Le Parlement fait bon accueil à la majeure partie du projet de budget de l'UE pour 2016 tel que proposé par la Commission européenne. Cependant, il s'oppose aux coupes pour les petites et moyennes entreprises, souhaite le maintien de l'initiative pour l'emploi des jeunes et rappelle que les factures impayées pour la politique régionale doivent être réduites à 2 milliards d'euros, comme convenu précédemment avec la Commission et le Conseil.

18

Union des marchés de capitaux: approche européenne et accent sur les PME

L'union des marchés de capitaux devrait fournir de nouveaux moyens plus efficaces pour acheminer l'épargne vers des projets d'entreprises et protéger les investisseurs transfrontaliers, selon une résolution non législative votée mardi. Lundi, les députés interrogeront la Commission sur la manière dont elle envisage de développer une approche européenne pour l'UCM, de prévoir des conditions réglementaires propices aux PME et de garantir que la future proposition législative réponde aux besoins.

19

Prix du CO2: vote sur une réforme du système européen d'échange de quotas d'émission

Le Parlement votera mardi sur une réforme du système européen de quotas d'émission (SEQE), conclue de manière informelle avec la présidence lettone du Conseil des ministres. Elle vise à réduire le surplus de crédits carbone disponibles pour les échanges dans le but de soutenir le prix des droits d'émission. Le système commencerait à être opérationnel en 2019.

20

Marché du travail: des actions ciblées et des emplois verts

Lors d'un débat mardi et le vote d'une résolution mercredi, les députés devraient appeler à des lignes directrices plus détaillées en matière de politique européenne de l'emploi, dans le cadre des efforts consentis par les États membres pour lutter contre le chômage des jeunes et la pauvreté. Le Parlement se penchera et se prononcera aussi sur une proposition de résolution concernant le potentiel de création d'emplois de qualité grâce à "l'écologisation" de l'économie.

21

Combattre l'évasion fiscale dans les pays en développement

Les députés vont inviter les entreprises à adopter un régime de déclaration pays par pays et à publier ces informations afin de combattre l'évasion fiscale et les transferts d'argent illicites vers les pays en développement, dans une résolution qui sera débattue mardi et votée mercredi. Les députés vont également débattre de la conférence de l'ONU sur le financement du développement qui se tiendra les 13 et 16 juillet à Addis Abeba.

23

Lait, fruits et légumes: revenus des agriculteurs, perturbations du marché et possibilités d'exportation

Les moyens d'aider les producteurs européens de lait, de fruits et de légumes afin de renforcer leur pouvoir de négociation, leur compétitivité et leur capacité à résister aux crises du marché seront débattus lundi. Deux résolutions non législatives, qui seront votées mardi, demandent à la Commission de garantir plusieurs possibilités d'exportation pour les produits européens exclus du marché russe.

24

Moyen-Orient: les députés débattent du processus de paix avec Mme Mogherini

Au cours d'un débat mercredi après-midi, le Parlement débattera avec la chef de la politique étrangère de l'UE, Federica Mogherini, du rôle de l'UE dans le processus de paix au Moyen-Orient et de la situation humanitaire au Yémen. Lors d'un débat et d'un vote jeudi, les députés insisteront pour que l'UE renforce son influence au Moyen-Orient et en Afrique du Nord pour y stimuler la sécurité et la stabilité.

26

Déclaration de la chef de la politique étrangère Mogherini sur les relations UE-Cuba

Les députés débattront mercredi avec Federica Mogherini des derniers développements dans les relations UE-Cuba et de la direction qu'elles pourraient prendre à l'avenir.

27

Politique européenne de voisinage: "retour aux fondamentaux"

L'Union européenne doit retourner à l'essentiel dans sa politique de voisinage, devraient affirmer les députés lors du vote jeudi sur la réforme à ce sujet. Elle devrait commencer par réorienter la politique européenne de voisinage (PEV) pour promouvoir la prospérité, la stabilité, la sécurité et les bonnes relations de voisinage, selon le projet de texte.

Droits de l'homme et technologie: donneurs d'alerte et militants doivent être protégés

Les donneurs d'alerte et les défenseurs des droits de l'homme doivent être protégés, estiment les députés de la commission des affaires étrangères dans une résolution adoptée en mai. Ils soulignent également que la surveillance de masse des citoyens par l'Agence nationale de sécurité américaine, avec la complicité active de certains pays de l'UE, a gravement nui à la crédibilité de la politique des droits de l'homme de l'UE. La Chambre votera sur cette résolution non contraignante jeudi.

29

Déplacements de porte à porte: vers un ticket unique pour tous les modes de transport utilisés

Les pays de l'UE et la Commission devraient prendre des mesures pour améliorer le partage des informations sur les horaires de voyage, afin de promouvoir la mise en place de tickets "intermodaux" couvrant tous les modes de transport utilisés pour un voyage. C'est ce qu'affirment les députés dans une proposition de résolution votée mardi. En l'absence de progrès d'ici 2020, les députés demanderont à la Commission de présenter une législation européenne pour clôturer ces travaux, ajoute le texte.

30

Résolutions relatives aux droits de l'homme et à la démocratie

Le Parlement tiendra des débats sur les urgences relatives aux droits de l'homme et à la démocratie, le jeudi 9 juillet à 15h00, avec des votes intervenant vers 16h00 sur les sujets suivants:

31

Autres sujets à l'ordre du jour

Parmi les autres sujets devant être débattus et votés, figurent:

32

<http://www.europarl.europa.eu/news/fr/agenda/briefing/2015-07-06>

En savoir plus

[Projet d'ordre du jour](#)

[EP Live : suivre la séance en direct](#)

[Europarl TV](#)

[Conférences de presse et autres événements](#)

[Site du service audiovisuel du Parlement européen](#)

[EP Newshub](#)

Contacts

Emilie TOURNIER

Attachée de presse

☎ (+32) 2 28 30578 (BXL)

☎ (+33) 3 881 72649 (STR)

📱 (+32) 473 55 74 66

✉ presse-FR@europarl.europa.eu

Baptiste CHATAIN

Attaché de presse

☎ (+32) 2 28 40992 (BXL)

☎ (+33) 3 881 74151 (STR)

📱 (+32) 498 98 13 37

✉ presse-fr@europarl.europa.eu

Wendy DE MONTIS

Attachée de presse

☎ (+32) 2 28 31151 (BXL)

📱 (+32) 470 87 02 64

✉ presse-fr@europarl.europa.eu

Migrants, sécurité, Grèce: les députés vont débattre des conclusions du Conseil européen

Le Parlement va débattre des conclusions du Conseil européen des 25 et 26 juin sur l'immigration, la sécurité, le marché unique du numérique et la Grèce, avec le Président Donald Tusk mardi après-midi. Le Président de la Commission Jean-Claude Juncker devrait prendre part au débat.

Les chefs d'État et de gouvernement ont débattu des moyens à mettre en œuvre pour faire face à l'afflux de migrants en Méditerranée, et de la question de leur répartition entre États membres de l'UE. Ils ont également appelé à une meilleure coopération entre États membres sur les questions de défense et de sécurité, ainsi qu'à accélérer la mise en place du marché unique du numérique.

Le débat devrait également porter sur la crise grecque.

Débat: mardi 7 juillet

Procédure: déclarations du Conseil et de la Commission (sans résolution)

Conférence de presse (à confirmer)

#euco

En savoir plus

[Conclusions du Conseil européen des 25-26 juin 2015](#)

Le Luxembourg succède à la Lettonie à la présidence de l'UE

Les députés débattront des priorités de la nouvelle présidence luxembourgeoise avec le Premier ministre du Luxembourg, Xavier Bettel, mercredi matin. La Chambre évaluera le travail de la présidence sortante avec la Première ministre lettonne, Laimdota Straujuma, et le Président de la Commission, Jean-Claude Juncker, mardi matin.

Les priorités de la présidence luxembourgeoise pour le second semestre 2015 sont basées sur sept piliers:

- Stimuler l'investissement pour doper la croissance et l'emploi
- Approfondir la dimension sociale de l'Union européenne
- Gérer les flux migratoires, en combinant liberté, justice et sécurité
- Revitaliser le marché unique en se concentrant sur sa dimension numérique
- Replacer la compétitivité européenne dans un cadre global et transparent
- Promouvoir le développement durable
- Renforcer la présence de l'Union européenne sur la scène mondiale

Le Luxembourg, État membre fondateur de l'UE, occupera pour la 12^e fois la présidence tournante du Conseil de six mois, du 1^{er} juillet au 31 décembre 2015.

Débats: mardi 7 et mercredi 8 juillet

Procédure: déclarations du Conseil suivies d'un débat

#EU2015LV @xavierbettel #eu2015lu

En savoir plus

[Site Internet de la présidence luxembourgeoise](#)

[Priorités de la présidence luxembourgeoise](#)

[Site Internet de la présidence lettone](#)

[Briefing EPRS: Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'UE - Aperçu des dossiers prioritaires \(en anglais\)](#)

Négociations du TTIP: les députés présentent leurs recommandations

Les recommandations du Parlement à la Commission pour les négociations du TTIP avec les États-Unis seront à nouveau à l'ordre du jour en juillet, après le report du débat et du vote pendant la session de juin, afin de donner aux groupes politiques plus de temps pour atteindre un compromis sur une recommandation à propos du système de protection des investisseurs, qui sera discuté et voté en session plénière la semaine prochaine. Le vote est prévu mercredi.

L'accord de partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP), que l'UE et les États-Unis négocient depuis 2013, pourrait créer la plus grande zone de libre-échange au monde. Dès le début, une majorité importante de députés [ont soutenu](#) ces négociations, comme potentiellement bénéfiques pour la croissance et l'emploi, mais ont dans le même temps fixé plusieurs "lignes rouges" au-delà desquelles les intérêts de l'UE doivent être sauvegardés (par exemple, une demande d'exclure les services audiovisuels).

Le Parlement votera une résolution, rédigée par sa commission du commerce international avec les contributions de 13 autres commissions, qui évalue les résultats obtenus jusqu'à présent et qui énonce les vues du Parlement sur ce qui doit être réalisé et sauvegardé dans les pourparlers sur le TTIP dans des domaines tels que l'agriculture, les marchés publics, la protection des données, l'énergie, et les droits du travail.

Par ailleurs, les amendements et demandes de vote par division ou de vote séparé seront mis aux voix tels que présentés pour la session plénière de juin, comme l'ont décidé les députés de la commission du commerce international le 29 juin.

Un accord sur le TTIP, une fois établi par les négociateurs de l'UE et des États-Unis, aura besoin du soutien du Parlement européen et du Conseil de l'UE pour entrer en vigueur.

Débat: mardi 7 juillet

Vote: mercredi 8 juillet

Procédure: résolution non législative

Conférence de presse: mercredi 8 juillet à 14h30

[#TTIP](#) [#EPonTTIP](#) [#ISDS](#)

En savoir plus

[TTIP: les députés ouvrent la voie pour un vote en plénière en redéposant les amendements de juin](#)

[Report du débat et du vote sur les recommandations sur le TTIP : quelles sont les prochaines étapes ?](#)

[Projet de résolution sur les recommandations du Parlement européen à la Commission européenne concernant les négociations du partenariat transatlantique de commerce et d'investissement](#)

[Communiqué de presse à l'issue du vote en commission du commerce international \(28.05.2015\)](#)

[Profil du rapporteur Bernd Lange \(S&D, DE\)](#)

[Parcours législatif](#)

[Note de background: le Parlement européen et le TTIP](#)

[Plus d'articles du PE sur le TTIP](#)

[Etude EPRS: Recommandations du PE sur les discussions sur le TTIP](#)

[Etude EPRS: Négociations UE-États-unis sur le TTIP](#)

Droit d'auteur: opinion des députés avant les propositions de réformes

Les idées pour réformer les dispositions sur le droit d'auteur à l'ère numérique et protéger la diversité culturelle de l'UE en assurant un meilleur accès des citoyens seront débattues et votées en plénière jeudi. Les questions en jeu incluent le droit de créer et publier des photos de bâtiments publics et la nécessité d'améliorer l'accès au contenu en ligne pour les citoyens au-delà des frontières, en promouvant la créativité et en garantissant une juste rémunération des auteurs et créateurs.

La proposition de résolution non législative, qui évalue la mise en œuvre des principaux aspects de la législation européenne sur le droit d'auteur avant les propositions de réformes de la Commission, demande des règles appropriées pour améliorer l'accès aux services et contenus au-delà des frontières, étant donné que "les consommateurs se voient trop souvent refuser l'accès à certains services liés à des contenus pour des raisons géographiques".

De plus, les députés devraient appeler à des mesures renforçant la position des auteurs et créateurs, et améliorant leur rémunération pour la distribution numérique de leurs travaux. Ils demanderont aussi à la Commission d'envisager la possibilité d'adapter à l'environnement numérique les exemptions et restrictions actuelles, par exemple pour les bibliothèques et les chercheurs.

Images de bâtiments publics et d'œuvres d'art

La commission des affaires juridiques souhaite que l'autorisation des auteurs de travaux tels que des bâtiments publics et d'œuvres d'art situées de façon permanente dans des lieux publics soit demandée avant que ces travaux ne soient utilisés à des fins commerciales. Cependant, certains députés veulent veiller à ce que ces images puissent être utilisées librement.

La Commission européenne devrait présenter une proposition d'ici fin 2015 afin de moderniser le droit d'auteur de l'UE pour l'adapter à l'ère numérique.

Débat: jeudi 9 juillet

Vote: jeudi 9 juillet

Procédure: résolution non législative

Conférence de presse: mercredi 8 juillet à 15h30

#Copyright #freedomofpanorama #geoblocking

En savoir plus

[Projet de résolution sur la mise en œuvre de la directive 2001/29/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2001 sur l'harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information](#)

[Communiqué de presse à l'issue du vote en commission des affaires juridiques \(16.06.2015\)](#)

[Profil du rapporteur Julia Reda \(Verts/ALE, DE\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Vidéo: droit d'auteur à l'ère numérique](#)

[Etude EPRS: Digital Single Market and geo-blocking \(en anglais\)](#)

[Entretien avec le rapporteur Julia Reda \(Verts/ALE, DE\)](#)

[Etude EPRS: défis du droit d'auteur dans l'UE \(en anglais\)](#)

[Etude EPRS: vers une réforme de la directive du droit d'auteur dans l'UE \(en anglais\)](#)

Économie circulaire: un "changement systémique" nécessaire pour s'attaquer à la rareté des ressources

Des objectifs contraignants de réduction des déchets, une législation révisée sur l'écoconception ainsi que des mesures pour briser le lien entre la croissance et l'utilisation de ressources naturelles figurent parmi les principales demandes d'une résolution qui sera votée ce mercredi. Le texte appelle également la Commission européenne à proposer une nouvelle législation d'ici fin 2015.

La résolution fait suite aux communications de la Commission européenne sur [le paquet relatif à l'économie circulaire](#), présentées conjointement avec une proposition législative sur les déchets qui a finalement été retirée quelques mois plus tard.

L'économie mondiale consomme, en ressources, l'équivalent de 1,5 planète pour la production mondiale et l'absorption des déchets et, selon les estimations, ce chiffre atteindra l'équivalent de deux planètes d'ici à 2030, expliquent les députés. L'Europe est plus dépendante des ressources importées que toute autre région dans le monde, et de nombreuses ressources seront épuisées à relativement court terme, ajoute le texte.

Débat: lundi 6 juillet

Vote: mercredi 8 juillet

Procédure: résolution non législative

#CircularEconomy

En savoir plus

[Projet de résolution sur l'utilisation efficace des ressources: vers une économie circulaire](#)
[Communiqué de presse à l'issue du vote en commission de l'environnement \(17.06.2015\)](#)

[Compte rendu du séminaire: indicateurs sur l'efficacité des ressources](#)

[Profil du rapporteur Sirpa Pietikainen \(PPE, FI\)](#)

[Parcours législatif](#)

[Etude EPRS: vers une économie circulaire \(en anglais\)](#)

Le Parlement devrait approuver 69,6 millions d'euros supplémentaires pour faire face aux migrants

Trois organismes gérant les flux migratoires vers l'UE et divers fonds de l'UE portant sur des mesures de migration devraient obtenir une augmentation de budget de 69,6 millions d'euros pour cette année, si le Parlement soutient une proposition de la Commission européenne mardi. Le Parlement a appelé à des budgets plus importants à la suite des tragédies d'avril dernier qui ont coûté la vie à environ 1.200 migrants.

Les députés de la commission des budgets notent que même cette augmentation pourrait ne pas suffire pour répondre aux besoins réels en Méditerranée, et encore moins à la possible migration future venant de l'Ukraine.

L'augmentation du budget de 75,7 millions d'euros en engagements et de 69,6 millions d'euros en paiements serait financée avec des fonds pour le système européen de navigation par satellite Galileo, que les députés européens veulent voir réapprovisionné en 2016. Les trois agences en course pour des fonds supplémentaires sont FRONTEX, le Bureau européen d'appui en matière d'asile et l'Office européen de police (Europol). Les ministres de l'UE ont approuvé les augmentations le 19 juin dernier.

Vote: mardi 7 juillet

Procédure: budgétaire

#EUBudget #migration #FRONTEX #Galileo

En savoir plus

[Projet de résolution sur le projet d'amendement au budget 5/2015: ressources additionnelles pour la migration](#)

[Communiqué de presse à l'issue du vote en commission des budgets \(23.06.2015\)](#)

[Profil du rapporteur Eider Gardiazabal Rubial \(S&D, ES\)](#)

[Résolution du Parlement européen du 29 avril 2015 sur les récentes tragédies dans la Méditerranée et les politiques de migration et d'asile de l'Union européenne \(23.04.2015\)](#)

[Communiqué de presse: Migration: le Parlement réclame des mesures urgentes pour sauver des vies \(29.04.2015\)](#)

[Projet d'amendement au budget 5/2015 tel que présenté à la Commission \(13.05.2015\)](#)

[Parcours législatif](#)

[Etude EPRS: Asile et immigration illégale dans l'UE \(en anglais\)](#)

Les actionnaires auraient davantage leur mot à dire sur la rémunération des directeurs

Les actionnaires devraient pouvoir voter au moins tous les trois ans sur la rémunération des directeurs d'une entreprise cotée en bourse, selon un projet législatif débattu mardi et voté mercredi. La commission des affaires juridiques a aussi introduit l'obligation pour les grandes entreprises et les entités d'intérêt public - comme les entreprises cotées en bourse et les compagnies d'assurance - de publier, pays par pays, les données relatives à leurs profits, taxes et subventions reçues.

Le projet législatif, approuvé en commission des affaires juridiques à une courte majorité, vise à introduire plus de transparence et à encourager un engagement à long terme des actionnaires envers l'entreprise, en leur permettant d'exercer plus facilement leurs droits.

Note aux rédacteurs

Le Parlement devrait adopter sa position en première lecture mercredi, mais les députés pourraient également décider de ne pas formellement clore celle-ci, et d'ouvrir des négociations informelles avec le Conseil des ministres afin de rechercher un accord sur une version définitive de la législation.

Selon la Commission européenne, seulement 13 États membres de l'UE permettent aux actionnaires des entreprises d'avoir leur mot à dire sur la politique de rémunération du directeur, par vote et/ou rapport. Seulement 15 exigent que celle-ci soit rendue publique, et 11 que les rémunérations individuelles des directeurs soient publiées.

Débat: mardi 7 juillet

Vote: mercredi 8 juillet

Procédure: codécision (procédure législative ordinaire), première lecture

Conférence de presse: mercredi 8 juillet à 14h00

#Shareholder #ShareholderRights #shareholders #corporate #governance

En savoir plus

[Projet de résolution sur la révision des droits des actionnaires](#)

[Communiqué de presse à l'issue du vote en commission des affaires économiques \(7.5.2015\)](#)

[Profil du rapporteur Sergio Gaetano Cofferati \(S&D, IT\)](#)

[Parcours législatif](#)

[Droit des sociétés et gouvernance d'entreprise: site de la Commission européenne \(en anglais\)](#)

Le Parlement célèbre le 20e anniversaire du massacre de Srebrenica

Le Président Martin Schulz célébrera le 20e anniversaire du massacre de Srebrenica en rendant hommage aux victimes, au début de la session plénière. Plus de 8.000 Bosniaques ont été assassinés les 11 et 12 juillet 1995, lors de ce qui est décrit par l'ONU comme le pire crime commis sur le sol européen depuis la Seconde Guerre mondiale.

Une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU visant à célébrer le 20e anniversaire du massacre de Srebrenica et à réfléchir à l'échec de l'ONU pour empêcher le génocide est en cours d'élaboration par le Royaume-Uni. La résolution devrait rendre hommage aux victimes du génocide et à tous ceux qui ont souffert pendant la guerre. Les Serbes de Bosnie refusent d'accepter le terme de génocide pour décrire le massacre.

Les cérémonies commémorant l'anniversaire auront lieu le 11 juillet.

Débat: lundi 6 juillet

Procédure: déclaration du Président

#Srebrenica #Srebrenica2015

En savoir plus

[Résolution du Parlement européen du 15 janvier 2009 sur Srebrenica](#)
[Site internet "Se souvenir de Srebrenica" \(en anglais\)](#)

Projet de budget de l'UE pour 2016: le Parlement se prononce sur son mandat de négociation

Le Parlement fait bon accueil à la majeure partie du projet de budget de l'UE pour 2016 tel que proposé par la Commission européenne. Cependant, il s'oppose aux coupes pour les petites et moyennes entreprises, souhaite le maintien de l'initiative pour l'emploi des jeunes et rappelle que les factures impayées pour la politique régionale doivent être réduites à 2 milliards d'euros, comme convenu précédemment avec la Commission et le Conseil.

Ces demandes figurent parmi les objectifs du mandat de négociation qui sera voté mercredi, en vue des pourparlers budgétaires du Parlement avec les ministres de l'UE.

Dans le mandat proposé, le rapporteur pour le budget 2016, [José Manuel Fernandes \(PPE, PT\)](#), rappelle l'engagement (joint au mandat) des trois institutions pour éviter une nouvelle accumulation des retards de paiements aux bénéficiaires de programmes européens. Fin 2014, les factures en souffrance de la politique régionale ont atteint à elles seules le record de 24,7 milliards d'euros.

Les premières négociations tripartites sur le budget de l'an prochain auront lieu le 14 juillet. Elles se poursuivront en septembre, et le budget 2016 devrait être approuvé d'ici la fin de l'année.

Débat: mardi 7 juillet

Vote: mercredi 8 juillet

Procédure: budgétaire

#EUBudget

En savoir plus

[Communiqué de presse à l'issue du vote en commission des budgets \(23.06.2015\)](#)

[Résolution du Parlement européen du 11 mars 2015 sur les orientations générales pour la préparation du budget 2016 – section III - Commission](#)

[Projet de budget présenté par la Commission](#)

[Profil du rapporteur José Manuel Fernandes \(PPE, PT\)](#)

[Parcours législatif](#)

[Etude EPRS: Projet de budget 2016, mandat pour le trilogue \(en anglais\)](#)

Union des marchés de capitaux: approche européenne et accent sur les PME

L'union des marchés de capitaux devrait fournir de nouveaux moyens plus efficaces pour acheminer l'épargne vers des projets d'entreprises et protéger les investisseurs transfrontaliers, selon une résolution non législative votée mardi. Lundi, les députés interrogeront la Commission sur la manière dont elle envisage de développer une approche européenne pour l'UCM, de prévoir des conditions réglementaires propices aux PME et de garantir que la future proposition législative réponde aux besoins.

D'après la proposition de résolution, déjà approuvée par la commission des affaires économiques et monétaires, les sources de financement non-bancaires fiables devraient être davantage développées, tout comme le financement bancaire bien établi. Les entreprises européennes seront moins vulnérables aux conditions de prêts bancaires strictes si les acteurs du marché sont en mesure d'augmenter les capitaux d'emprunts, les fonds propres et le capital-risque directement à partir du marché, ajoute le texte.

Débat: lundi 6 juillet

Vote: mardi 7 juillet

Procédure: question orale à la Commission (avec résolution)

#CapitalMarkets

En savoir plus

[Profil du rapporteur Roberto Gualtieri \(S&D, IT\)](#)

[Profil du rapporteur Burhard Balz \(PPE, DE\)](#)

[Parcours législatif](#)

[Etude EPRS: Union des marchés de capitaux \(en anglais\)](#)

["Livre vert" de la Commission européenne: Construire une union des marchés de capitaux \(en anglais\)](#)

Prix du CO2: vote sur une réforme du système européen d'échange de quotas d'émission

Le Parlement votera mardi sur une réforme du système européen de quotas d'émission (SEQE), conclue de manière informelle avec la présidence lettone du Conseil des ministres. Elle vise à réduire le surplus de crédits carbone disponibles pour les échanges dans le but de soutenir le prix des droits d'émission. Le système commencerait à être opérationnel en 2019.

La législation proposée créerait un système qui retire automatiquement du marché une partie des quotas SEQE et qui les place dans une réserve si le surplus dépasse un certain seuil. Dans le scénario opposé, les quotas pourraient être remis sur le marché. L'excédent de quotas d'émission, qui s'est constitué au sein du système depuis 2009, est estimé à plus de 2 milliards.

La réserve de stabilité du marché commencerait à être opérationnelle plus tôt que prévu au départ, à partir du 1er janvier 2019 au lieu de 2021 comme proposé par la Commission européenne.

Débat: mardi 7 juillet

Vote: mardi 7 juillet

Procédure: codécision (procédure législative ordinaire), accord de première lecture

#EUETS #MSR

En savoir plus

[Projet de résolution concernant la création et le fonctionnement d'une réserve de stabilité du marché pour le système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre de l'Union Communiqué de presse à l'issue du vote en commission de l'environnement \(24.02.2015\)](#)

[Profil du rapporteur Ivo Belet \(PPE, BE\)](#)

[Parcours législatif](#)

[Etude EPRS: Réserve de stabilité du marché SEQE \(en anglais\)](#)

[Etude "En un coup d'oeil" EPRS: Réserve de stabilité du marché SEQE \(en anglais\)](#)

Marché du travail: des actions ciblées et des emplois verts

Lors d'un débat mardi et le vote d'une résolution mercredi, les députés devraient appeler à des lignes directrices plus détaillées en matière de politique européenne de l'emploi, dans le cadre des efforts consentis par les États membres pour lutter contre le chômage des jeunes et la pauvreté. Le Parlement se penchera et se prononcera aussi sur une proposition de résolution concernant le potentiel de création d'emplois de qualité grâce à "l'écologisation" de l'économie.

Les lignes directrices sur l'emploi sont les recommandations de l'UE aux gouvernements nationaux dans le domaine des marchés du travail, des aptitudes des travailleurs et de la lutte contre la pauvreté. Les députés débattront d'une proposition de résolution de la commission de l'emploi qui appelle à des investissements publics pour créer de l'emploi, à moins de bureaucratie pour les petites et moyennes entreprises, et à des mesures pour encourager les jeunes à monter leurs propres entreprises.

Une proposition de résolution distincte analyse le potentiel de création de nouveaux emplois de qualité en promouvant la croissance d'une économie durable. Les secteurs les plus propices à créer des emplois "verts" sont les sciences, la recherche, l'ingénierie, les technologies numériques et les nouvelles technologies, explique le texte.

Débat: mardi 7 juillet

Vote: mercredi 8 juillet

Procédure: consultation (lignes directrices pour l'emploi) et résolution non législative (emplois "verts")

#employment #unemployment #poverty #labourmarket #skills

En savoir plus

[Projet de résolution sur la proposition de décision du Conseil relative aux lignes directrices pour les politiques de l'emploi des États membres](#)

[Projet de résolution sur l'initiative pour l'emploi vert: exploiter le potentiel de création d'emplois de l'économie verte](#)

[Profil du rapporteur Laura Agea \(EFDD, IT\) - lignes directrices pour l'emploi](#)

[Profil du rapporteur Jean Lambert \(Verts/ALE, UK\) - création d'emplois de l'économie verte](#)

[Parcours législatif: lignes directrices pour l'emploi](#)

[Parcours législatif: Initiative pour l'emploi vert: exploiter le potentiel de création d'emplois de l'économie verte](#)

Combattre l'évasion fiscale dans les pays en développement

Les députés vont inviter les entreprises à adopter un régime de déclaration pays par pays et à publier ces informations afin de combattre l'évasion fiscale et les transferts d'argent illicites vers les pays en développement, dans une résolution qui sera débattue mardi et votée mercredi. Les députés vont également débattre de la conférence de l'ONU sur le financement du développement qui se tiendra les 13 et 16 juillet à Addis Abeba.

Contexte

Les pays en développement génèrent beaucoup moins de revenus que les économies avancées (avec un ratio impôt/PIB compris entre 10% à 20%, contre 30% à 40% pour les économies de l'OCDE) et sont caractérisés par des bases d'imposition très étroites.

Les paradis fiscaux et les juridictions opaques qui permettent que les informations bancaires ou financières soient gardées privées, combinés avec des régimes "zéro taxes" pour attirer les capitaux et les revenus qui auraient dû être taxés dans d'autres pays, génèrent une concurrence fiscale dommageable, compromettent l'équité du système fiscal et faussent les échanges et les investissements, touchant particulièrement les pays en développement, avec une perte d'environ 189 milliards de dollars de recettes fiscales chaque année.

Débat: mardi 7 juillet

Vote: mercredi 8 juillet

Procédure: résolution non législative

#taxevasion

En savoir plus

[Projet de résolution sur l'évasion fiscale et la fraude fiscale: des défis pour la gouvernance, la protection sociale et le développement dans les pays en développement](#)
[Communiqué de presse à l'issue du vote en commission du développement \(01.06.2015\)](#)

[Profil du rapporteur Elly Schlein \(S&D, IT\)](#)
[Parcours législatif](#)

Lait, fruits et légumes: revenus des agriculteurs, perturbations du marché et possibilités d'exportation

Les moyens d'aider les producteurs européens de lait, de fruits et de légumes afin de renforcer leur pouvoir de négociation, leur compétitivité et leur capacité à résister aux crises du marché seront débattus lundi. Deux résolutions non législatives, qui seront votées mardi, demandent à la Commission de garantir plusieurs possibilités d'exportation pour les produits européens exclus du marché russe.

Dans les deux propositions de résolution non législatives - l'une sur le [lait](#) et l'autre sur les [fruits et légumes](#) - les députés soulignent que l'UE doit mieux équilibrer la chaîne d'approvisionnement alimentaire, continuer d'améliorer le contrôle du marché laitier, introduire des outils plus efficaces pour résoudre les perturbations du marché, et prévoir des mesures d'encouragement afin que les producteurs de lait, de fruits et de légumes joignent leurs forces dans des organisations de producteurs.

Par ailleurs, les députés encouragent les États membres à mieux utiliser les outils du [paquet "lait"](#), vu l'expiration des quotas laitiers le 31 mars dernier. Ils appellent la Commission européenne à aider les agriculteurs et les producteurs à trouver de nouveaux débouchés, étant donné que la Russie a prolongé son embargo sur les produits alimentaires européens.

Débat: lundi 6 juillet

Vote: mardi 7 juillet

Procédure: résolutions non législatives

#fruit #vegetables #fruitandveg #milk #milkfarmers #dairyfarmers #milkpackage

En savoir plus

[Projet de résolution sur l'avenir du secteur laitier européen: bilan de la mise en œuvre du "paquet lait"](#)

[Projet de résolution sur le secteur des fruits et légumes depuis la réforme de 2007](#)

[Communiqué de presse à l'issue du vote en commission de l'agriculture - secteur du lait \(09.06.2015\)](#)

[Communiqué de presse à l'issue du vote en commission de l'agriculture: secteur des fruits et légumes \(06.05.2015\)](#)

[Profil du rapporteur sur le secteur du lait, James Nicholson \(ECR, UK\)](#)

[Profil du rapporteur sur le secteur des fruits et légumes, Nuno Melo \(PPE, PT\)](#)

[Parcours législatif \(secteur du lait\)](#)

[Parcours législatif \(secteur des fruits et légumes\)](#)

[EuroparlTV: fin des quotas laitiers](#)

[Etude EPRS: futur du secteur du lait après la fin des quotas \(24.06.2015\) \(en anglais\)](#)

[Etude EPRS: organisation des producteurs dans le secteur des fruits et légumes \(29.06.2015\) \(en anglais\)](#)

[Etude EPRS: l'embargo russe - impact sur la situation économique et de l'emploi dans l'UE \(14.11.2014\) \(en anglais\)](#)

Moyen-Orient: les députés débattent du processus de paix avec Mme Mogherini

Au cours d'un débat mercredi après-midi, le Parlement débattrait avec la chef de la politique étrangère de l'UE, Federica Mogherini, du rôle de l'UE dans le processus de paix au Moyen-Orient et de la situation humanitaire au Yémen. Lors d'un débat et d'un vote jeudi, les députés insisteront pour que l'UE renforce son influence au Moyen-Orient et en Afrique du Nord pour y stimuler la sécurité et la stabilité.

La résolution sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (MENA), rédigée par Vincent Peillon (S&D, FR), appelle les pays de l'UE à mobiliser davantage de ressources militaires, logistiques, financières et humanitaires pour traiter les conflits au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. L'UE doit également s'engager plus fortement avec les acteurs régionaux, qui devraient agir davantage pour empêcher le financement du terrorisme, estiment les députés. Ils vont souligner le manque de démocratie comme une cause fondamentale de l'instabilité politique dans la région.

Le débat sur la situation humanitaire au Yémen sera suivi d'un vote jeudi.

Le Parlement se prononcera en septembre sur le rôle de l'UE dans le processus de paix au Moyen-Orient.

Débat: mercredi 9 juillet et jeudi 10 juillet (rapport Peillon)

Vote: jeudi 10 juillet (rapport Peillon et résolution sur le Yémen), session plénière de septembre (résolution sur le processus de paix au Moyen Orient)

Procédure: résolution non législative (rapport Peillon), déclaration de la haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité (avec résolution)

#MENA #peaceprocess

En savoir plus

[Projet de résolution sur les défis en matière de sécurité au Moyen-Orient et en Afrique du Nord et les perspectives de stabilité politique](#)

[Profil du rapporteur Vincent Peillon \(S&D, FR\)](#)

[Parcours législatif](#)

[Etude EPRS: défis sécuritaires dans la région \(en anglais\)](#)

Déclaration de la chef de la politique étrangère Mogherini sur les relations UE-Cuba

Les députés débattent mercredi avec Federica Mogherini des derniers développements dans les relations UE-Cuba et de la direction qu'elles pourraient prendre à l'avenir.

Mme Mogherini a rencontré le président de Cuba Raul Castro et le ministre des affaires étrangères Bruno Rodriguez à La Havane en mars 2015 lors de la troisième série de pourparlers à propos d'un accord de dialogue politique et de coopération entre l'UE et Cuba. Les négociations sont en cours depuis le rapprochement formel de l'UE avec Cuba en 2008, mais se sont accélérées en 2014 avec l'adoption du mandat de négociation pour l'accord en février et le début de ces négociations en avril de la même année.

Les présidents américain et cubain ont récemment annoncé qu'ils allaient normaliser les relations entre leurs deux pays et rouvrir les ambassades.

Débat: mercredi 8 juillet

Procédure: déclaration de la haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité suivie d'un débat

#EU #Cuba #EUCuba

[@eu_eas@FedericaMog](https://twitter.com/eu_eas/FedericaMog)

En savoir plus

[Déclaration du porte-parole du SEAE: relations Cuba-Etats-unis, le 1er juillet \(en anglais\)](#)

[Communiqué de presse du SEAE : Première réunion du dialogue de haut niveau sur les droits de l'homme entre l'UE et Cuba, le 25 juin](#)

[Page du SEAE sur les relations UE-Cuba](#)

[Etude EPRS: une nouvelle phase dans les relations UE-Cuba \(en anglais\)](#)

Politique européenne de voisinage: "retour aux fondamentaux"

L'Union européenne doit retourner à l'essentiel dans sa politique de voisinage, devraient affirmer les députés lors du vote jeudi sur la réforme à ce sujet. Elle devrait commencer par réorienter la politique européenne de voisinage (PEV) pour promouvoir la prospérité, la stabilité, la sécurité et les bonnes relations de voisinage, selon le projet de texte.

La PEV révisée doit devenir plus politique, plus ciblée, plus flexible et plus cohérente. Elle doit aussi prendre en compte les aspirations différentes des pays voisins de l'UE, explique le texte.

De plus, la PEV doit se baser sur les valeurs et principes de l'Union européenne, sur la démocratie, l'état de droit et les droits de l'homme, précise le texte.

Débat: mercredi 8 juillet

Vote: jeudi 9 juillet

Procédure: résolution non législative

#ENP #Neighbourhood

En savoir plus

[Projet de résolution sur la révision de la politique européenne de voisinage](#)

[Profil du rapporteur Eduard Kukan \(PPE, SK\)](#)

[Etude EPRS: révision de la politique européenne de voisinage \(en anglais\)](#)

Droits de l'homme et technologie: donneurs d'alerte et militants doivent être protégés

Les donneurs d'alerte et les défenseurs des droits de l'homme doivent être protégés, estiment les députés de la commission des affaires étrangères dans une résolution adoptée en mai. Ils soulignent également que la surveillance de masse des citoyens par l'Agence nationale de sécurité américaine, avec la complicité active de certains pays de l'UE, a gravement nui à la crédibilité de la politique des droits de l'homme de l'UE. La Chambre votera sur cette résolution non contraignante jeudi.

Vote: jeudi 9 juillet

Procédure: résolution non législative

#humanrights

En savoir plus

[Projet de résolution sur les droits de l'homme et la technologie: incidences des systèmes d'intrusion et de surveillance sur les droits de l'homme dans les pays tiers](#)

[Profil du rapporteur Marietje Schaake \(ADLE, NL\)](#)

[Parcours législatif](#)

Déplacements de porte à porte: vers un ticket unique pour tous les modes de transport utilisés

Les pays de l'UE et la Commission devraient prendre des mesures pour améliorer le partage des informations sur les horaires de voyage, afin de promouvoir la mise en place de tickets "intermodaux" couvrant tous les modes de transport utilisés pour un voyage. C'est ce qu'affirment les députés dans une proposition de résolution votée mardi. En l'absence de progrès d'ici 2020, les députés demanderont à la Commission de présenter une législation européenne pour clôturer ces travaux, ajoute le texte.

Débat: lundi 6 juillet

Vote: mardi 7 juillet

Procédure: résolution non législative

En savoir plus

[Projet de résolution sur la création d'un système de billetterie multimodale intégrée en Europe](#)
[Communiqué de presse après le vote en commission des transports \(28.05.2015\)](#)

[Profil du rapporteur Dieter-Lebrecht Koch \(PPE, DE\)](#)

[Parcours législatif](#)

[Etude EPRS : Note d'information sur le ticket intégré multimodal](#)

Résolutions relatives aux droits de l'homme et à la démocratie

Le Parlement tiendra des débats sur les urgences relatives aux droits de l'homme et à la démocratie, le jeudi 9 juillet à 15h00, avec des votes intervenant vers 16h00 sur les sujets suivants:

- les projets de loi au Cambodge sur les ONG et les syndicats;
- la République démocratique du Congo (RDC), en particulier le cas de deux militants des droits de l'homme détenus, Yves Makwambala et Fred Bauma;
- le Bahreïn, notamment le cas de Nabeel Rajab; et
- la situation de deux pasteurs chrétiens au Soudan.

Débat: jeudi 9 juillet

Vote: jeudi 9 juillet

Procédure: résolutions non législatives

#humanrights #democracy

Autres sujets à l'ordre du jour

Parmi les autres sujets devant être débattus et votés, figurent:

- Attentats terroristes commis récemment, *débat mercredi*
- Programme de travail de la Commission européenne pour 2016, *débat mardi, vote mercredi*
- Nomination d'un nouveau membre de la Cour des comptes européenne (Bettina Michelle Jakobsen, DK), *mercredi*
- Conditions de travail des gens de mer, *vote mercredi* (Morin-Chartier, COD)
- Situation au Burundi, *vote jeudi* (résolution)
- Programme européen en matière de sécurité, *débat mardi, vote mercredi* (questions orales)
- Rapport annuel sur les droits de l'homme dans le monde en 2014, *débat mercredi*